

DÉPARTEMENT :
ON VOTE EN MARS

L'HOMME QUI ENLEVAIT
LES DÉCHARGES
SAUVAGES

MARIONNETTES:
OLORON TIRE LES FILS

LE MAGAZINE
DU CONSEIL GÉNÉRAL
DES PYRÉNÉES-ATLANTIQUES
www.cg64.fr

11-25 ANS

LES JEUNES PASSENT À L'ACTION CITOYENNE





ÉDITO

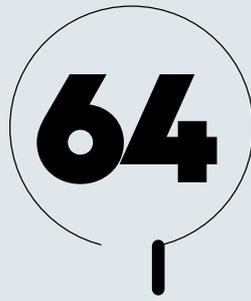
LA LEÇON DES JEUNES

Dans un monde de plus en plus complexe, simplifier la vie des administrés est devenu une nécessité en matière de politiques publiques. Chaque habitant du département doit en effet pouvoir accéder facilement aux dispositifs qui le concernent et qui permettent d'améliorer son quotidien.

Ceci est tout particulièrement valable pour les jeunes qui souhaitent être accompagnés et aidés dans la réalisation de leurs projets. Dans cette optique, les acteurs institutionnels qui sont amenés à les soutenir ont mis en place le portail numérique Projets Jeunes 64. Désormais, le dossier de candidature fait l'objet d'un dépôt unique. Il est dès lors étudié par tous les financeurs potentiels et son suivi est assuré par un seul interlocuteur. Fini, donc, la multiplication des demandes et des attentes de réponses. Cette simplification est un gage de clarté et de meilleure efficacité. Elle correspond aux souhaits que les 11-25 ans avaient notamment formulés lors des premières Assises départementales de la jeunesse.

Chaque année, le Conseil général et ses partenaires soutiennent plus d'une centaine d'initiatives. Ces projets, conçus et réalisés par les jeunes eux-mêmes, sont formateurs. Ils favorisent l'autonomie et la prise de responsabilité. Ils témoignent surtout d'une belle maturité et d'un désir de s'impliquer dans la société. Avec, toujours, un même dénominateur commun : être solidaire. Une belle leçon.

**Le Président du Conseil général
Sénateur des Pyrénées-Atlantiques**



SOMMAIRE

JANVIER-FÉVRIER-MARS 2015 / NUMÉRO 66



LES GENS D'ICI p. 4

Ils font la richesse et le dynamisme de notre département. Portraits express de cinq personnalités au caractère bien trempé.

ÇA BOUGE EN P.-A. ! p. 6

Une « Pierre » new-look, des livres pour les seniors, des apprentis en bonne voie, des sapins replantés... toute l'actu du CG 64.

SOLIDARITÉ(S) p. 10

La santé pour tous, à tout âge

Chaque enfant peut bénéficier du suivi de la protection maternelle et infantile. Ce service étend ses missions de prévention.

TERRITOIRES p. 14

Département : en mars, on vote

Les conseillers départementaux seront élus en binôme : une femme et un homme pour chaque nouveau canton.

GRAND ANGLE p. 15

Des jeunes dans l'action citoyenne

Dans leur quartier ou à l'étranger, les 11-25 ans multiplient les projets et se veulent responsables de leurs agissements.

CRÉATIVITÉ p. 20

L'anti-vol de données informatiques

Installée à Bidart, IS Décisions assure la sécurité logicielle de ministères étrangers ou de grands groupes industriels.

UNE JOURNÉE AVEC p. 24

... Christian Paille-Barrère

Le technicien de l'environnement a développé un procédé unique d'enlèvement des décharges sauvages. Spectaculaire et nécessaire.

CULTURE(S) p. 28

Les marionnettes ne sont pas des guignols

Oloron abrite l'unique scène conventionnée pour les arts de la marionnette en Aquitaine.

64 Édité par le Conseil général des Pyrénées-Atlantiques

Pau : 64, avenue Jean Biray – 64058 Pau cedex 9

Tél. : 05 59 11 46 64

Bayonne : 4, allée des Platanes – 64104 Bayonne

Tél. : 05 59 46 50 50

www.cg64.fr – mag64@cg64.fr

Directeur de la publication : Georges Labazée

Codirecteur de la publication : Arnaud Villeneuve

Réalisé par la direction de la communication du Conseil général des Pyrénées-Atlantiques

Directeur : Aurélien Sourine

Rédacteur en chef : Vincent Faugère

Rédacteur en chef technique : Roland Denis

Photos : Jean-Marc Decompte, DR

Avec la collaboration de Thibault Pinon stagiaire à la direction de la communication

Impression : Maury Imprimeur, 45330 Malesherbes

Maury Imprimeur est impliqué dans la préservation de

l'environnement par ses certifications PEFC et Imprim'Vert.

Imprimé sur du papier PEFC dans le respect de l'Agenda 21 du

Conseil général des Pyrénées-Atlantiques

ISSN : 2269-398X – Dépôt légal : janvier 2015

LES GENS D'ICI

ILS SONT CRÉATEURS, CHEFS D'ENTREPRISE, ARTISTES, BÉNÉVOLES ASSOCIATIFS, TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS, ARTISANS. ILS ONT TOUS EN COMMUN UNE MÊME PASSION POUR LEUR ACTIVITÉ ET POUR LEUR DÉPARTEMENT.

CINQ PORTRAITS D'HABITANTS



OLORON. Frédéric Augé, coutelier d'art.

Rue Cujas, une artère discrète du quartier Sainte-Croix à Oloron : c'est ici que Frédéric Augé a établi son atelier. Dans le calme. Fabriquer un couteau requiert un savoir-faire. Et du temps. Entre le dessin et la finition d'un modèle, l'homme peut y passer une semaine. Ce métier, Frédéric Augé en rêvait depuis l'enfance. Un jour, il décide de changer de vie, quitte son emploi dans la grande distribution. Il se bat, n'a pas droit à l'échec. Il acquiert les bases du métier à Thiers, s'équipe. Et galère deux ans dans son garage. Sa ténacité paye. Collectionneurs et revues spécialisées s'intéressent à ses couteaux. Chaque pièce est unique. Loin, très loin des cadences industrielles, Frédéric Augé vit sa passion, au rythme de son art.



PAU. Laurence Fleury, journaliste indépendante.

Ne jamais s'arrêter. « *Je suis une hyperactive et ne rien faire m'angoisse* », concède la journaliste indépendante Laurence Fleury. Du Tibet aux Pyrénées, des Alpes à Gaza, des hôpitaux psychiatriques aux refuges d'altitude, elle écrit, photographie, filme. « *Depuis que j'ai lu Tintin toute petite, j'ai toujours voulu courir le monde.* » À 20 ans, elle part vivre pendant six mois avec les Indiens Quichua d'Amazonie. Depuis, elle engrange les prix professionnels, ce qui ne l'exonère pas de la précarité, sœur de l'indépendance. Sa passion véritable reste accrochée au sommet des montagnes : de l'Aconcagua, où elle s'est hissée à 6 400 mètres, à la vallée d'Aspe, où elle passe des mois entiers avec les bergers.

► **AUSSEVIELLE.** **Claudie Monin**, présidente du Carnaval Biarnès.

Le carnaval béarnais et la culture occitane l'ont happée il y a 20 ans. Institutrice à la retraite, originaire de Lyon, Claudie Monin veut donner un nouveau souffle à cette grande fête populaire qui chahute l'hiver. Elle entend professionnaliser l'événement et y instiller de la fantaisie. « *Le Carnaval Biarnès doit préserver son impertinence mais aussi satisfaire un public exigeant en termes d'accueil et de confort.* » Elle a fait venir autour d'elle des jeunes, principalement des femmes, rompues à la culture occitane. Ensemble, elles élaborent une programmation musicale qui remet l'identité régionale au cœur du carnaval, tout en l'ouvrant à la culture hip-hop, notamment, et aux étudiants.



► **CIBOURE.**
Anne-Marie Vergez,

patron pêcheur.

Anne-Marie Vergez a un rêve : faire du merlu de ligne de Saint-Jean-de-Luz un produit reconnu des gastronomes, partout en France. Cette militante de la pêche artisanale, au solide franc-parler, défend, derrière ce produit, une approche du métier respectueuse de la nature et de ses ressources. Seule femme patron pêcheur du port de Saint-Jean-de-Luz et Ciboure, elle a créé avec deux autres pêcheurs, l'un breton, l'autre méditerranéen, la plateforme Petite Pêche Artisanale. Elle regroupe 600 « *ligneurs* » de toutes les côtes françaises, soucieux de la sauvegarde de cette catégorie de la flotte française, souvent mise de côté. Elle a baptisé son bateau Nahikari, soit, en basque, un mélange de volonté, de désir et de plaisir. À son image.



► **OZENX-MONTESTRUCQ.** **Laurent Frontère**, artiste.

Peintre, sculpteur, céramiste et « *écrivain* », comme il le dit lui-même. Chimiste pendant 18 ans, Laurent Frontère s'est fait rattraper par sa créativité. C'était en 1999. Ce fils d'imprimeurs s'essaie à la copie de tableaux, devient un artiste hyperactif. Dans son atelier règne la diversité, la couleur aussi, celle qui domine également l'univers fantasque de ses romans. « *Ce que j'aime, c'est parler de l'humain, du corps, du visage, de l'esprit. C'est pour ça aussi que je représente sans cesse l'animal!* », ironise-t-il. Ce qui lui permet de mieux comprendre l'homme. Son œuvre évoque le vivant, avec cynisme et humour décalé. Laurent Frontère ne vit pas en reclus. Dès qu'il le peut, il participe aux activités périscolaires de sa commune, pour créer avec les enfants.



ÇA BOUGE EN P.A!

UN FESTIVAL DE BD À GOURETTE, UNE STATION « NEW-LOOK » À LA PIERRE, UN BUS À PETIT PRIX POUR ALLER SKIER, DES LIVRES DE NAISSANCE POUR LES NOUVEAUX NÉS, DES ANIMATIONS POUR LES PERSONNES ÂGÉES... **VOICI 14 BONNES NOUVELLES** POUR TOUS LES HABITANTS.

Retrouvez toute notre actualité sur www.cg64.fr

CULTURE

Plus de livres dans les établissements spécialisés

Faciliter l'accès à la lecture aux personnes âgées, aux jeunes et aux adultes en situation de handicap qui vivent dans des établissements spécialisés. C'est l'objectif que se sont fixé le Conseil général et la bibliothèque départementale des Pyrénées-Atlantiques. Une expérimentation a été lancée dans les cantons de Salies-de-Béarn, Sauveterre-de-Béarn et Navarrenx. Ces derniers ont en commun de ne pas être équipés de bibliothèques conformes aux normes du ministère de la Culture, tant du point de vue des collections que du personnel qualifié. Concrètement, l'expérimentation se traduit par une desserte directe en bibliobus, le prêt d'ouvrages et de mobilier (étagères, présentoirs), la dotation en matériel informatique, la formation

d'animateurs en gestion de bibliothèques ainsi qu'un service de renseignements bibliographiques. Les projets les plus avancés concernent deux établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (Ehpad) ainsi qu'un institut pour enfants et adolescents, tous trois situés à Salies-de-Béarn. Il faut y ajouter un institut pour adultes à Espiute. Des espaces de lecture y ont été ouverts et les résidents bénéficient désormais d'une offre culturelle de qualité : livres, CD, textes enregistrés.

Le département s'est engagé à tenir son rôle de conseiller technique, à organiser des stages de formation pour les personnels et à désigner un référent chargé du suivi technique et administratif. D'autres projets verront le jour cette année. ■



À l'initiative de la bibliothèque départementale et du Conseil général, des livres sont mis à disposition des établissements spécialisés pour les personnes âgées, les adultes et les jeunes en situation de handicap.

AUTONOMIE

De l'animation dans les Ehpad

L'âge n'est pas synonyme d'inactivité. Le Conseil général met en place des animations dans les établissements d'hébergement pour personnes âgées et dépendantes (Ehpad). Quatre projets ont été retenus. Ils ont le goût rafraîchissant de la nouveauté. À l'Ehpad Saint-Léon de Mazères-Lezons, les résidents vont par exemple travailler avec une olfactothérapeute sur les parfums liés aux saisons. À Isturits, ceux de l'Ehpad Pausa Lekua recevront artistes et élèves de l'école bilingue pour des créations.



SOLIDARITÉ

Stop à la maltraitance

Les personnes âgées ou handicapées sont souvent vulnérables. Les protéger est l'une des missions du Comité national pour la bientraitance et les droits, créé en 2013. Dans ce cadre, les Pyrénées-Atlantiques sont l'un des 13 départements de France qui expérimentent un dispositif de signalement et d'alerte. Par convention avec l'Agence régionale de santé, les services départementaux de la solidarité participent ainsi à la Coordination départementale des informations préoccupantes (Codip), instance regroupant les établissements spécialisés et les professionnels.



SKIBUS 64 : C'EST REPARTI !

Avec la neige, le réseau Transports 64 du Conseil général renouvelle l'opération Skibus 64. Trois lignes d'autocar permettent de rejoindre les stations. La 806 vous emmène de Pau à Gourette; la 806 bis de Laruns à Artouste et la 807 d'Oloron à La Pierre-Saint-Martin. Des arrêts permettent de monter à bord selon des horaires échelonnés dans la matinée. Pour éviter l'attente aux guichets des stations, les forfaits de ski sont en vente directe dans l'autocar. Pour Gourette, vous pouvez aussi réserver votre voyage et votre forfait de ski sur internet, jusqu'à 22 heures la veille ! Et le dimanche, un petit-déjeuner vous est même offert à l'arrivée. www.transports64.fr



La station de ski béarnaise s'est dotée de deux nouvelles remontées et a élargi une partie de ses pistes tout en préservant l'environnement.

MONTAGNE

LAISSEZ-VOUS GLISSER !

C'est ce qui s'appelle jouer sur deux tableaux. Les travaux de modernisation dont vient de bénéficier La Pierre-Saint-Martin améliorent le plaisir des skieurs tout en faisant de la station un exemple en matière d'aménagements respectueux de l'environnement.

Pour cette saison 2014-2015, deux nouvelles remontées mécaniques sont désormais en service dans le secteur du Mailhéné-Soum Couy. Ces deux télésièges, de six et quatre places, amènent 2500 skieurs par heure en haut des pistes, contre 800 auparavant. Pour ainsi dire, la « route » a été adaptée à la puissance du « moteur » : les pistes ont été élargies. Grâce aux nouveaux talus, on ne vit plus la même expérience de ski en fonction de sa

position à gauche, à droite ou au milieu du tracé. Les questions d'environnement ont été au cœur de ce réaménagement. Les pylônes des remontées mécaniques ont été posés selon une technique moderne d'enrochement qui permet de réduire de 95 % l'impact sur la nature. On a ainsi supprimé les énormes quantités de béton et surtout évité de recourir aux énormes engins mécaniques habituellement nécessaires à de tels travaux.

Pour préserver le biotope, le choix a été fait de ne pas étendre le domaine skiable mais plutôt d'optimiser la superficie existante. Les lagopèdes et autres grands tétras peuvent ainsi continuer de nicher à proximité des pistes. Pour le plaisir des skieurs, des aires d'arrêt ont également été aménagées pour admirer le paysage. ■

ENVIRONNEMENT

20 000 conifères sur les crêtes

Sur la route qui monte de la station de Gourette vers le sommet du col de l'Aubisque, un champignon a fait des ravages. *Cronartium flaccidum* a causé la mort de 20 000 pins sylvestres et pins à crochets. Ces arbres, situés en surplomb de la route dans le secteur des Crêtes blanches, sont remplacés par le Conseil général. Le chantier est énorme : 4 500 plants touchés doivent encore être arrachés et remplacés. 15 000 nouveaux arbres seront plantés sur des banquettes recrées à la main. La zone concernée, soit 16 hectares, sert de paravalanche naturel sur 2 km de route départementale.



BANDE DESSINÉE

Vertigo: go!

Vertigo, le festival de bande dessinée, mais pas que, revient sur les pentes de Gourette du 20 au 22 février. Boucq éclairera de son aura cette troisième édition placée sous l'étoile de l'aventure. Les installations lumineuses de Bertrand Planes, les vertigineux dessins pyrénéens de Seb Cazez, les machines de Rémi Verbraeken ou le VTTiste de l'extrême Éric Baronne sont notamment au programme. Rencontres, expos, projections, performances et surtout ateliers ouverts à tous se tiennent à la maison de Gourette et aux Eaux-Bonnes. Tout le programme sur www.gourette.com



BÉARNAIS, GASCON, OCCITAN

Lo libe de naishença deus pairs empresonats

Desirós de lançar ua accion tàus « los navèths abitants », los ninòts nascuts dens lo departament en 2014 e 2015, lo president deu Conselh generau que volèva quaquarren d'originau qui podèva estar auherit au nin e aus sons pairs. Arron un tribalh de recèrca dens d'autes regions de França, lo Conselh generau que descobrí que lo Val-de-Marne (94) que distribuiva a cada naishença despuish vint ans, un libe aus pairs. En parallèle, la companhia professionau de teatre La Smala Bleu que joguè la soa pèça « *La mecanica deus pairs* » a la maison d'arrèt de Pau en noveme de 2011. En véder lo vertadèr ahuegament que provoquè, que decidí d'i lançar talhèrs de creacion tà que los pairs detienuts, voluntaris, que podossen crear un imatgèr. La tropa paulina qu'ei vienuda presentar lo son projècte au Conselh generau tà que participe a l'aventura. Encantat, lo CG 64 qu'acompanhè duas tiengudas de talhèrs. Com la tropa de teatre n'avè pas lo dret

de har utilizar materiau com cisèus, tot qu'estó hèit dab las mans. Las creacions qu'estón hidadas jos fòrma d'album de naishença, dab l'ajuda de l'autor Rascal qui escrivó tèxtes au ras de las 13 creacions de papièr e la d'un fotografe tà hicar en davant las creacions deus papàs. Los 7 000 libes de naishença que son auherits despuish la fin de l'annada.

Le livre de naissance des pères incarcérés

Le Conseil général accompagne l'initiative lancée par La Smala Bleu. A l'issue d'ateliers de création organisés à la maison d'arrêt de Pau, la compagnie théâtrale a décidé de transformer des imagiers réalisés par des pères détenus en album de naissance. Ainsi, 7 000 livres de naissance seront distribués aux parents des enfant nés en 2014 et 2015 dans le département. ■

FAMILLE Un toit pour les mères

Le centre maternel et familial de Lons a ouvert ses portes. Il offre un toit aux mères dont les parcours nécessitent un accompagnement. Il peut accueillir une quinzaine de femmes enceintes ou avec enfants de moins de trois ans. Très attendue, cette structure est financée et gérée par le Conseil général. Elle complète les dispositifs de protection du centre départemental de l'enfance et de la famille (CDEF). Celui-ci comprend notamment les deux foyers d'accueil d'urgence d'Anglet et de Pau pour les enfants mineurs, ainsi que le point-rencontre d'Anglet.



INTERNET Oc Télé « a hum de calhau »

OC Télé, la télévision 100 % occitane, connaît un démarrage en trombe. En octobre dernier et après seulement 10 mois d'existence, la chaîne diffusée sur Internet revendiquait 400 000 vidéos appelées. Les émissions en direct et en public, ainsi que les face-à-face entre personnalités, caracolent en tête des programmes. Très prisés par les calandretas et les écoles où l'on apprend la langue, les documentaires patrimoniaux et les dessins animés connaissent aussi le succès. Pour 2015, OC Télé prévoit d'enrichir sa grille, notamment sur le thème du sport. Installée à Lescaur, la jeune chaîne crée dans son sillage une dynamique économique, notamment dans le secteur de la production de doublages.



Nadia Delaygues : « Nous sommes directement formés à notre métier, ce qui est un véritable atout ».

TERRITOIRES

Les contrats du CG64 primés

Le Conseil général des Pyrénées-Atlantiques a reçu le prix Territoria d'argent 2014 pour ses contrats de territoire. Ces derniers permettent de soutenir les projets d'investissement des acteurs publics : communes, intercommunalités, syndicats intercommunaux, maisons de retraites, bailleurs sociaux. Leur principe est d'assurer une répartition équitable et négociée des aides départementales pour répondre aux besoins prioritaires des populations. Ce prix est décerné par l'Observatoire national de l'innovation publique. Le jury était présidé cette année par Thierry Mandon, secrétaire d'État à la modernisation de l'État.

ÉNERGIE

Bâtiments sous monitoring

Les bâtiments aussi émettent des gaz à effet de serre. Dans le cadre de son Agenda 21 et de son plan Climat, le Conseil général a placé sous monitoring 56 de ses bâtiments les plus gourmands en énergie. Ce check-up consiste à suivre en temps réel et pendant deux ans les consommations et les températures grâce à des sondes et des télérelevés de compteurs. Le recueil et le suivi de ces données permettra d'améliorer les usages et la gestion de ce parc immobilier. Une économie de 20 % des consommations énergétiques est visée.

FORMATION

UN DIPLÔME AU BOUT DE L'APPRENTISSAGE

Une expérience professionnelle et un diplôme. C'est le « package » offert par les contrats d'apprentissage. Connus dans la sphère de l'entreprise privée, où ils peinent cependant à se développer, ces derniers sont encore peu répandus dans les administrations publiques. Pour favoriser l'emploi et la formation, le Conseil général a choisi d'en signer cinq. « Ils courent sur des durées d'une à deux années qui correspondent au temps de la formation suivie par les apprentis », précise la direction des ressources humaines départementales. « Nous permettons aux bénéficiaires de remettre le pied à l'étrier et de disposer d'un contrat de travail salarié. » Chaque apprenti alterne les périodes

de travail dans la collectivité et les passages sur les bancs de son établissement d'enseignement. Le niveau d'étude varie du bac à la cinquième année d'ingénieur. « Nous sommes directement formés à notre métier, ce qui est un véritable atout pour une bonne insertion professionnelle », souligne Nadia Delaygues. La jeune femme, qui était auparavant inscrite au RSA, bénéficie d'un contrat d'apprentissage au pôle Mode d'accueil du Conseil général. Elle vise un diplôme de secrétaire assistante.

Ouverts aux personnes de 16 à 25 ans, les contrats d'apprentissage font l'objet de dérogations d'âge pour les travailleurs handicapés. Au Conseil général quatre contrats entrent dans cette catégorie et bénéficient à des 30-40 ans. ■



FRANCE-ESPAGNE

LE POURTALET PRÊT POUR L'HIVER

Au col du Pourtalet, l'ancien poste de douane laisse désormais place à un centre franco-espagnol d'initiatives culturelles, touristiques et économiques. Contigu, un bâtiment neuf est destiné à accueillir les équipes transfrontalières de déneigement des routes et leurs engins. Baptisé Espace Pourtalet, ce centre officiellement inauguré en octobre est une réalisation du Groupement européen de coopération territoriale (GECT). Cette instance commune au gouvernement d'Aragon et au Conseil général des Pyrénées-Atlantiques a pour mission première d'assurer l'accès aux voies de circulation en hiver. Elle mène également des projets touristiques, culturels et économiques le long d'un axe Pau-Saragosse.



Une consultation de PMI dans les locaux de la Caisse primaire d'assurance maladie à Pau. Le docteur Vanessa Lepoutère ausculte la petite Ramada.

SANTÉ

LA PRÉVENTION À TOUT ÂGE

LA PROTECTION MATERNELLE INFANTILE (PMI) MET SES ÉQUIPES AU SERVICE DE TOUS LES ENFANTS. LE CONSEIL GÉNÉRAL RENFORCE AUJOURD'HUI SES MISSIONS DE DÉPISTAGE AUPRÈS DES ADOLESCENTS.

Depuis qu'il est né, le petit Rafaël est suivi tous les mois par les puéricultrices de la maison de la solidarité départementale (MSD) de Morlaàs. Après son accouchement, sa mère, Andréa Bazin, comme toutes les jeunes mamans du département, a reçu un courrier qui l'informait de l'existence du service de Protection maternelle infantile (PMI). « *Pourquoi ne pas en profiter ? C'est rassurant d'échanger avec des spécialistes des nourrissons. Et puis l'équipe est très accueillante*, s'enthousiasme la jeune maman. Sur l'ensemble du territoire, les MSD sont les points de déclinaison de la mission de PMI et de santé publique du département. Tout le monde peut bénéficier de la PMI. « *Dans les campagnes, les pédiatres sont rares et les jeunes mères, quel que soit leur milieu social, apprécient de pouvoir faire examiner les enfants par une puéricultrice et un médecin lors de la même consultation* », explique Catherine Deny. Médecin référent à la MSD de Pau, elle a exercé pour le service départemental sur le secteur de Nay.

Rafaël est maintenant entre les mains de Sigrid Rominger. En le pesant et en le mesurant, la puéricultrice s'assure de la bonne croissance de l'enfant et s'en entretient avec sa mère. Andréa et Rafaël sont ensuite reçus par Enora Michon, médecin de la MSD de Morlaàs. Si la mère et son fils n'avaient pu se déplacer, ils auraient bénéficié d'une consultation à domicile assurée par l'une des trois puéricultrices du secteur de Morlaàs.



Le docteur Enora Michon (à droite), médecin référent de la MSD de Morlaàs, s'entretient avec l'une des trois puéricultrices de la structure.

Examen de vue pour tous des enfants

Dans un même souci de prévention, toutes les écoles primaires du département reçoivent la visite des orthoptistes chargés de détecter des déficiences visuelles. « *Aujourd'hui, 100 % des enfants scolarisés bénéficient de ce contrôle. Le Conseil général entend faire de même pour les examens auditifs* », souligne le docteur Abdon Goudjo, chef du service de PMI et de santé publique du département. Cette démarche répond à un réel besoin, comme en témoigne le docteur Catherine Deny : « *Lorsque j'exerçais à Nay il y a quelques années, sur 250 enfants, une cinquantaine présentait des troubles de l'audition. Et cette détection a pu avoir lieu grâce au travail de la PMI dans les écoles.* »

Si les missions strictes de PMI concernent les jeunes enfants, la politique préventive du département se concentre également sur les

adolescents à l'âge où ils entrent en sexualité et se retrouvent de fait dans une catégorie dite « *à risque* ». À l'hôpital de Bayonne et à celui de Pau, les centres d'information, de dépistage et de diagnostic des infections sexuellement transmissibles (Ciddist) proposent des consultations anonymes et gratuites. Ce sont des services du Conseil général. « *Ils permettent à tous les jeunes qui sont en proie au doute de passer un examen sans avoir à dévoiler cette part d'intimité à leur famille* », souligne le docteur Abdon Goudjo. « *L'enjeu pour nous est de renforcer la prévention et de faire prendre conscience aux personnes qu'elles ont pris un risque. VIH, hépatites, ce sont des maladies qui peuvent passer de la mère à l'enfant. C'est donc dans une logique de protection de la famille que nous intervenons* », poursuit-il. L'examen n'est pas exclusivement réservé aux adolescents. Il est ouvert à tous. La fréquentation des Ciddist est aujourd'hui à la hausse. Cela ne signifie pas pour autant

une augmentation des maladies infectieuses. La plupart des dépistages s'avèrent en effet négatifs. Mais mieux vaut être rassuré. ■

DES MAINS TENDUES SUR LE CHEMIN DE LA VIE

La protection de l'enfance est l'une des missions premières du Conseil général. Elle est inscrite dans la loi. Avec son schéma Enfance-Famille, adopté pour la période 2012-2016, le département des Pyrénées-Atlantiques va plus loin. Il favorise notamment l'adoption et soutient les familles adoptives, améliore la détection des enfants en dangers et la prise en charge des enfants en famille d'accueil, il participe à la prévention du décrochage scolaire et aide les jeunes sur le chemin de leur autonomie.

L'âge du futur

Pilulier électronique, boîtier de gestion des clés, montre téléalarme... le Conseil général expérimente de nouveaux outils susceptibles d'aider les personnes âgées ou handicapées à vivre seules chez elles.

L'expérimentation, menée en 2014, a duré six mois. Elle a consisté à installer plusieurs nouveaux appareils de téléassistance chez des personnes âgées ou handicapées, et à observer le fonctionnement et l'utilisation qui en a été faite. Cinquante-sept personnes habitant en milieu urbain et rural, sélectionnées sur 100 candidats au départ, se sont prêtées à l'expérience. Des personnes modestes, fragiles ou en difficulté.

L'épreuve du test

« Plusieurs systèmes testés ont donné de bons résultats », indique François Larribau, ingénieur à l'Agence départementale du numérique (ADN). Et de citer en exemple le « pilulier électronique », un appareil qui sonne, clignote et rappelle à la personne l'heure de prise d'un médicament. Si le médicament n'est pas retiré du boîtier au moment voulu, l'appareil émet un signal en direction d'une plateforme d'écoute qui, à son tour, prévient par téléphone la personne de son oubli. D'autres outils ont la particularité de détecter la présence

humaine, le mouvement d'une personne et sa chute qui peut avoir de graves conséquences. Ces outils ont la faculté d'alerter les secours en temps réel, et peuvent, dans certaines situations, contribuer à sauver une vie.

D'autres encore ont en mémoire l'emploi du temps habituel, « régulier », d'une personne. Le jour où cet emploi du temps change et subit une variation significative, ils déclenchent une alerte. On citera encore cette montre, équipée d'un bouton transmetteur de téléalarme, plus discrète, plus jolie et donc mieux tolérée que le système classique de médaillon pendentif. Enfin, atypique car non numérique, mais jugé toutefois très efficace, le « boîtier de gestion des clés ». Fixé à la porte du domicile, accessible en composant un code, il permet aux secours (assistantes de vie,



La montre équipée d'un bouton transmetteur d'alarme.

sapeurs-pompiers) alertés par une absence de réponse de la personne, de pénétrer à l'intérieur de son logement... sans effraction.

Un réel progrès

Cinq prestataires se sont portés volontaires pour fournir le matériel testé. Le bilan de l'expérimentation est « globalement positif » estime Claude Poulain, chef de projet à l'ADN, qui insiste sur la problématique humaine à laquelle l'agence a été confrontée. L'acceptation des systèmes par les personnes s'est faite avec plus ou moins de facilité. « En installant un appareil chez quelqu'un, on bouscule ses habitudes de vie, on modifie son univers et on peut, qui plus est, donner l'impression de le (ou la) stigmatiser par rap-



Le boîtier de gestion des clés.

port à son âge... le but est d'éviter tout risque de rejet. » D'où l'importance du caractère esthétique et discret des appareils testés, autant de précautions qui n'ont pas dispensé l'agence d'un accompagnement personnalisé. C'est la mission qui a été confiée aux « télé-assistants » : aider, expliquer, rassurer. Si de nouvelles technologies existent, « c'est tant mieux », se réjouit François Larribau, car « il y a une réelle attente, partout où se pose un problème du maintien à domicile. » Sa conclusion est sans ambiguïté : « Dès lors que les dispositifs sont acceptés et compris par les intéressés, ils constituent un réel progrès ». ■

Le pilulier électronique.



LANGUE BASQUE

Berehalako aterbe bat barnekaldean ere

Carolek 20 urte ditu. Kontratu mugatuan lanpostu bat lortu du berriki Donapaleun. Bainan kontratu prekario batekin eta diru ahal guttirekin, zaila da bizileku baten aurkitzea. « Beharrik apartamendu hau ukan dut. Orain, espero dut nere lan kontratua mugagabekorat bihurtuko dela, horrela beste bizileku bat hartzen ahalko dut ».

Duela 8 urte, Donapaleuko Departamenduko Elkartasunaren Etxeak (DEE), Misio Lokalak eta barnekaldeko gizarte-laguntzaileek eraman zuten ikerketak erakusten zuen behar larriak bazirela barnekaldean, famili eta gazteentzat. « Pena zen ikustea bizileku arazoek, gazteen integrazioa trabatzen zuela ! » dio Céline Jauriberry, Donapaleuko DEEko zuzendariak.

Hautetsiek ihardetsi dute, eta Baxe Nafarroa sindikataren bitartez, kontseilu orokorra eta beste diru eta lekuko partaideekin, proiektuak bizia hartu du 2014ko urrian.

Donapaleuko bizileku huntan, sei apartamenduek egoera ainitzeri erantzuten diete : bakarrik diren amak, langile gazteak edo ikasleak, biziko istripuak ukan dituzten familiak... Kasu guzietan, berehalako aterabidea da, 6 hilabeteko, epe luzerako proiektu baten eraikitzeke denbora. Aterbetuak diren pertsonak, gizarte-ebaluzio baten ondotik, hurbiletik sustengatuak dira, kasuen arabera : gizarte-laguntzaileak, PMI, erizain, psikologo, misio lokala, profesional aholkulariak... eta segimen komisioa (Donapaleuko DEE, MSA, Misio Lokala...) hilabetero elkartzen da. Bizilekuak aldez, Euskal Herriko PACT erakundeak kudeatzen ditu.



Des logements d'urgence pour rebondir dans la vie

Carole a 20 ans. Elle vient de décrocher un CDD à Saint Palais. Mais avec un contrat précaire et des moyens limités, difficile de se loger. « Heureusement que j'ai pu bénéficier de cet appartement d'urgence. Maintenant, j'espère que mon emploi évoluera vers un CDI, comme ça je pourrai louer un logement à long terme. »

Il y a huit ans, une enquête menée par la maison de la solidarité départementale (MSD) de Saint-Palais, avec la mission locale et des assistants sociaux, montre que les besoins sont criants dans le Pays basque intérieur pour les familles comme pour les étudiants et jeunes travailleurs. « C'était dommage que le problème de logement soit un frein à l'insertion professionnelle des jeunes ! », remarque-t-on à la direction de la MSD de Saint-Palais

Les élus locaux se sont mobilisés. Six logements ont été ouverts en octobre dernier. Le projet a été porté par le syndicat mixte Baxe Nafarroa, le Conseil général, la région Aquitaine, des partenaires locaux et financiers.

La résidence de Saint-Palais répond à des situations d'urgence : mamans isolées, familles heurtées par des accidents de la vie, jeunes travailleurs... Dans tous les cas, il s'agit d'une solution temporaire d'une durée de six mois, un tremplin pour construire un projet à plus long terme. Les bénéficiaires, après une évaluation sociale, font l'objet d'un suivi. La gestion des logements est assurée par le PACT du Pays basque.

ÉLECTIONS DÉPARTEMENTALES

EN MARS, ON VOTE

Les électeurs sont appelés aux urnes les 22 et 29 mars pour élire leurs conseillers départementaux. Une femme et un homme vont être désignés dans chacune des 27 nouvelles circonscriptions du département des Pyrénées-Atlantiques.

C'est une avancée supplémentaire pour la parité dans la représentation politique locale. À l'issue des élections des 22 et 29 mars prochains, autant de femmes que d'hommes siègeront dans les assemblées départementales.

Les électeurs ne vont pas voter, comme c'était le cas jusqu'ici, pour un seul candidat ou une seule candidate. Avec leur bulletin, ils éliront bien deux conseillers départementaux, ce pour une durée de six ans. Et ces deux élus seront obligatoirement une femme et un homme. Ce qui veut dire que dans chaque circonscription, les prétendants se présenteront en binôme. Les deux élus disposeront des mêmes pouvoirs. Ils seront placés sur un même pied d'égalité.

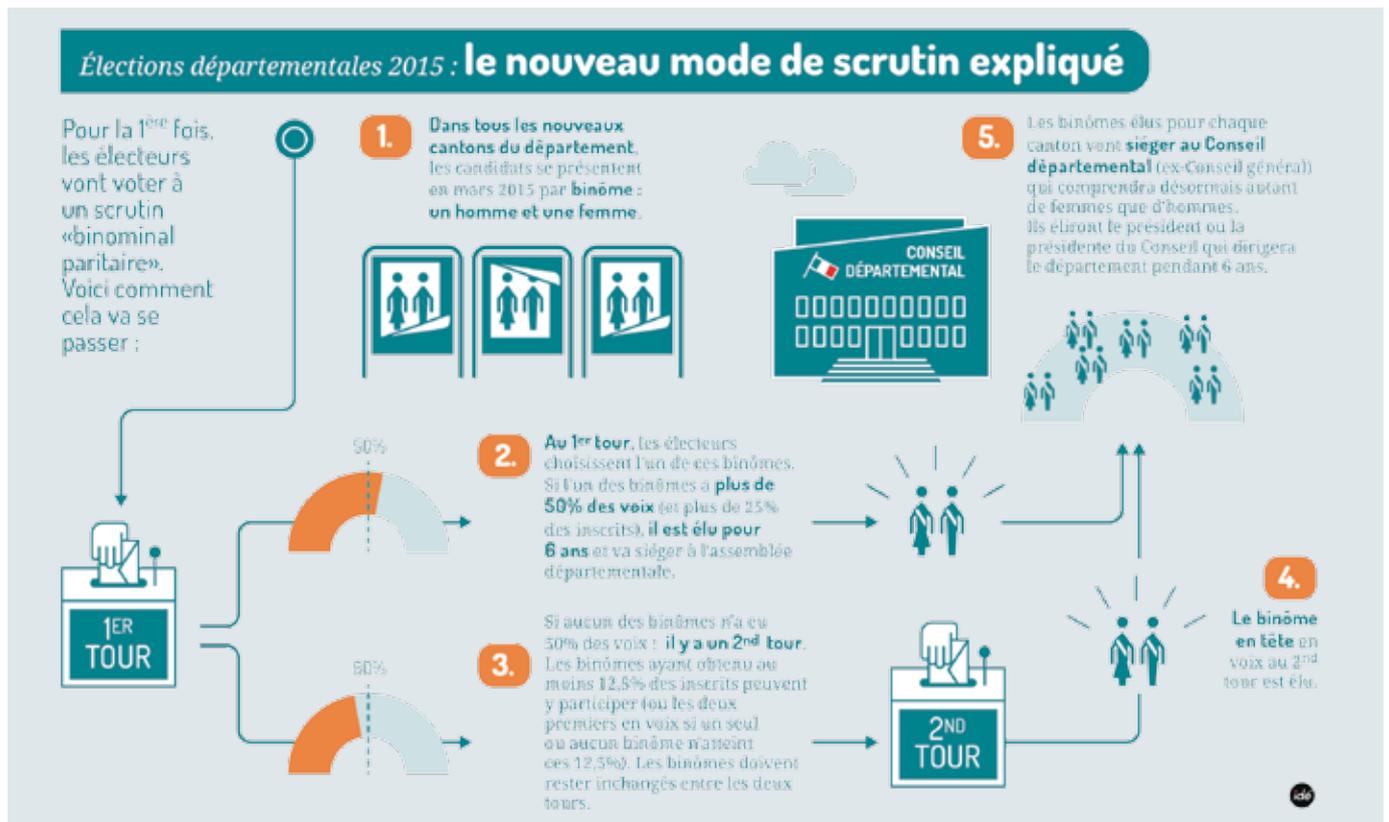
En aucun cas l'un ne sera le suppléant ou le subordonné de l'autre.

Reste à savoir, en pratique, comment ces nouveaux binômes se partageront leurs responsabilités. Rien, dans la loi électorale, n'oblige à un partage prédéfini. Si une répartition par compétences est possible, il est fort probable que ces nouveaux conseillers départementaux fonctionneront par zones géographiques. Les départements ont en effet été redécoupés en 27 nouvelles circonscriptions électorales. Ces dernières comprennent en moyenne 27 200 habitants. À l'exception des grandes zones urbaines, elles sont bien plus étendues que les anciens cantons qui étaient au nombre de 52. Il est d'ailleurs à noter que les termes de canton et de conseiller général disparaissent

du vocabulaire départemental.

Un mode de scrutin paritaire a déjà été mis en place à l'occasion des dernières municipales de 2014. Dans les communes de plus de 1000 habitants, les listes en présence lors des élections doivent désormais alterner les candidats femmes et hommes. Cette obligation légale a fait entrer la parité dans les conseils municipaux ainsi que dans les conseils communautaires. En mars, ce sera au tour des conseils départementaux de voir siéger autant de femmes que d'hommes.

Et ma circonscription ? Pour savoir à quelle circonscription appartient votre commune, retrouvez la carte des Pyrénées-Atlantiques sur notre site www.cg64.fr. Depuis la page d'accueil, cliquez sur « Services en ligne », puis accédez à la page « Mon territoire, ma commune ». ■





Huit adolescents du centre social palois
La Pépinière se sont rendus en Algérie en voilier pour
un programme de nettoyage de plage.

11-25 ANS

SOLIDAIRES SANS FRONTIÈRE

Le Conseil général et ses partenaires institutionnels soutiennent les initiatives qui s'inscrivent dans une éthique solidaire et citoyenne. Témoignages de ces jeunes qui se veulent responsables de leurs actes.

Leur place dans la société les concerne et ils le font savoir. Ils se veulent responsables de leurs actes et sont avant tout soucieux de l'action collective. Âgés de 11 à 25 ans, ils montrent leurs convictions en menant des projets citoyens et solidaires.

Si ces jeunes peuvent compter sur le soutien des institutions, ces dernières sont aujourd'hui de plus en plus regardantes sur la finalité des projets dans lesquels elles s'engagent. « *Nous soutenons des actions de solidarité en France ou à l'international, des actions d'écologie, de citoyenneté, de sport, de culture ou de loisirs. Chacun de ces projets doit permettre une prise d'initiative des jeunes, favoriser leur responsabilité, l'ouverture aux autres, la participation à la vie locale, bref, ce qui relève avant tout d'un intérêt général* », précise le pôle Jeunesse du Conseil général.

« Toutes nos actions sont citoyennes »

L'été dernier, huit adolescents du centre social palois La Pépinière sont montés à bord d'un voilier pour traverser la Méditerranée. Cap sur l'Algérie. Destination Cherchell et Oran. Là, rencontre avec des membres de l'association Mare Nostrum. Au programme : finalisation d'un projet d'école de surf et nettoyage de plages. Sur la côte algérienne, on a surtout discuté de culture et de religion. « *Nous souhaitons avant tout que ces jeunes apprennent à vivre ensemble* », insiste Fabienne Graciet, animatrice à La Pépinière qui était aussi du voyage. « *Ces échanges avec de jeunes maghrébins leur ont aussi permis de prendre conscience qu'ils partageaient des valeurs communes.* » Bouchra, Algérienne de 17 ans habitant à Pau, est encore sous le charme de ce séjour. « *Là-bas, les jeunes sont très tolérants. Même s'ils vivent dans une certaine oppression, ils trouvent des libertés par ailleurs. Les rencontrer a changé ma vision des choses* », révèle-t-elle. Un sentiment que confirme Fabienne Graciet : « *Très souvent, et même si cela arrive a posteriori, ces projets transforment les jeunes* ». La citoyenneté et la solidarité caracolent en tête des valeurs partagées par les jeunes qui fréquentent les centres sociaux et autres associations d'éducation populaire. « *Au-delà du plaisir que nous avons à être en groupe et à partir ensemble, il faut bien voir que toutes nos actions sont citoyennes* », martèle Léa, 18 ans, secrétaire de L'Effet Mer. Cette junior association a été créée en 2009 pour porter une partie des activités de l'Espace-jeunes de Morlaàs. L'Effet Mer a mené des actions de nettoyage de plages en partenariat avec l'association Surfrider, à Marseille, Vieux-Boucau et Messanges, ainsi que sur les rives du lac de Castet et du gave d'Ossau, à Bielle, l'été dernier. Il faut y ajouter un voyage au Maroc, aux confins de l'Atlas : « *Une aventure humaine extraordinaire, inoubliable* », s'émerveille encore Pauline, 14 ans et l'une des cadettes de L'Effet Mer.

S'Y RETROUVER DANS LA FORÊT DES AIDES

Le Conseil général et ses partenaires ont élaboré un guide complet des aides publiques pour les jeunes du département. Celui-ci s'adresse aux collégiens, lycéens, apprentis, étudiants, jeunes actifs ou en recherche d'emploi. Il sera disponible au printemps auprès de toutes les structures partenaires et téléchargeable sur www.cg64.fr.



130 DOSSIERS PAR AN

La plate-forme Projets Jeunes 64, mise en place l'an dernier par le conseil général et ses partenaires, fonctionne comme un guichet unique qui simplifie la recherche d'aides pour les jeunes qui souhaitent réaliser leur projet. Quelque 130 dossiers y sont présentés annuellement.

UNE CHARTE D'ENGAGEMENT

La Charte d'engagement en faveur des jeunes des Pyrénées-Atlantiques a notamment pour objectif de rendre les 11-25 ans acteurs de leurs projets de vie. Rédigée à l'initiative du Conseil général, elle a été signée par l'Etat, la région Aquitaine, l'Education nationale, les CAF de Béarn et Soule et du Pays basque et du Seignanx, les CPAM de Pau Pyrénées et de Bayonne, l'université de Pau et des pays de l'Adour, la MSA Sud Aquitaine.

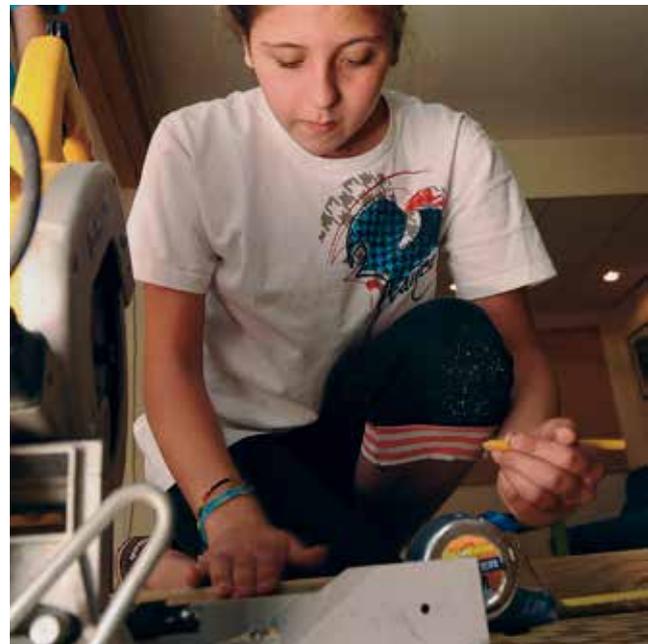
CES PROJETS DOIVENT PERMETTRE UNE PRISE D'INITIATIVE DES JEUNES, FAVORISER LEUR RESPONSABILITÉ.

Cette fois-là, en 2013, les jeunes Morlanais étaient partis aider des paysans de l'Atlas marocain.

La recherche de l'autonomie financière

Autre exemple de solidarité vissée au corps : celle de 48 élèves-ingénieurs de l'Institut supérieur aquitain du bâtiment et des travaux publics (ISA BTP) d'Anglet¹. Par le biais de l'association étudiante Human'Isa, ils partiront tous, en mars prochain, construire six classes d'école à Odomxay, au Laos. Un projet de développement collectif, solidaire et international, mené en partenariat avec l'association Enfants d'Asie. « *L'humanitaire constitue le fondement de notre association. Notre but est avant tout de mener des projets qui soient utiles* », explique Ibai Esteban, responsable du financement d'Human'Isa.

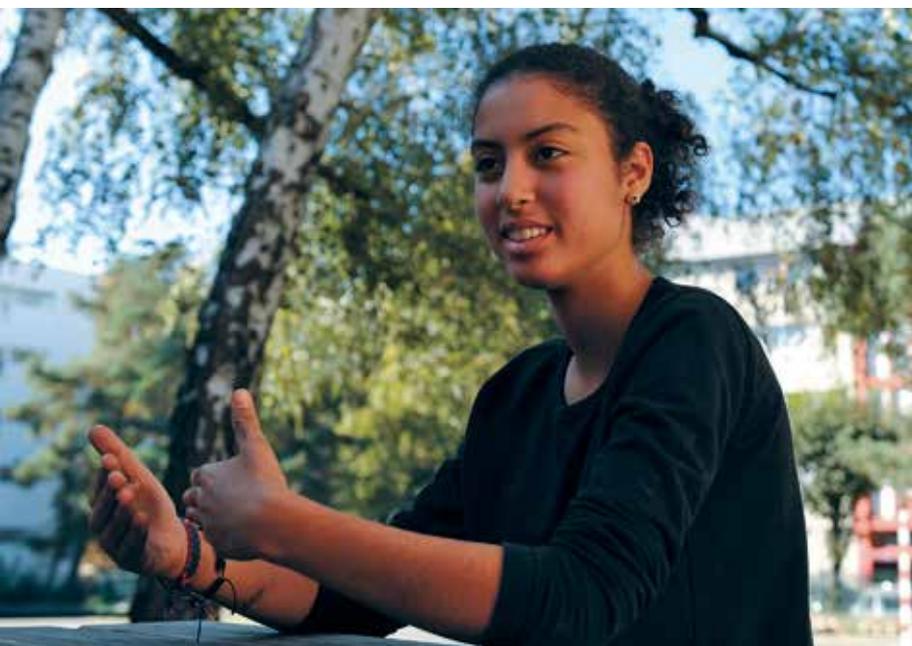
Reste que le budget nécessaire à cette opération au Laos s'élève à 140 000 euros. Un montant colossal comparé à la plupart des projets menés par des jeunes. Pour boucler leur financement, les étudiants n'hésitent pas à mouiller la blouse : depuis la rentrée, ils enchaînent vendanges,





Des jeunes du département ont participé à une opération de nettoyage de plages en Algérie.

En bas, à gauche : atelier de construction dans les locaux de La Pépinière.
Ci-dessous : Bouchra, Algérienne de 17 ans habitant à Pau, a redécouvert son pays d'origine et rencontré des jeunes de son âge.



missions d'intérim et de conseil auprès d'entreprises du bâtiment, organisation de concerts, lotos... Au total, la part d'autofinancement s'élève à 80 000 euros, le reste étant complété par des dons d'entreprises et de particuliers, le montant de subvention étant quant à lui réduit au minimum. Pour ces jeunes, l'argent public n'est pas perçu comme un dû mais bien comme une aide qui n'est demandée qu'après épuisement des solutions alternatives. « *Nous cherchons au maximum à être autonome* », rappelle Pauline, 15 ans, trésorière de L'Effet Mer, à Morlaàs. Vide-greniers et autres ventes de pâtisseries font notamment rentrer de l'argent dans les caisses. Sur les quatre projets menés par L'Effet Mer depuis sa création, le tout premier a même été autofinancé à 100 %. « *Nous ne faisons appel aux partenaires financiers que lorsque nous en avons réellement besoin* », résume l'animateur de la junior association, Pierre Laurent.

« On se sent un peu plus adulte »

La recherche de financement est partie intégrante de l'objectif de responsabilisation des jeunes recherché par les structures associatives. C'est pour cette raison que les responsables de l'Espace-jeunes de Morlaàs ont choisi, en 2009, de créer L'Effet Mer. Cette dernière opère sous le statut particulier des juniors associations dont le principe est d'impliquer les mineurs dans son fonctionnement, tant sur le plan administratif que financier. Aucun adulte ne peut être membre du bureau. Les moins de 18 ans sont donc seuls à bord. Et ce sont eux qui gèrent les finances, sous le contrôle des animateurs. « *Le montage des dossiers nous responsabilise et on se sent un peu plus adulte* », souligne Pauline, trésorière. « *Nous sommes simplement là pour guider et aider les jeunes à savoir ce qui est de*



Pauline (gauche) et Léa, de la junior association L'Effet Mer, à Morlaàs : « Nous cherchons à être autonome ».

l'ordre du réalisable. Mais ce sont bien eux qui montent leurs projets », confirme Pierre Laurent. « Nous organisons tout. Au fur et à mesure des années, on devient donc plus autonome », témoigne Léa. À 18 ans, la secrétaire de l'association fait figure de grande sœur dans un groupe où les plus petits se hissent sur leurs 14 bougies. Elle écrit les comptes-rendus de réunion, rédige les bilans, réalise les diaporamas qui témoignent des actions menées.

Au moment de la création de la junior association, le groupe était âgé de 11 à 14 ans. Filles et garçons ont donc grandi ensemble, soudés chaque année par un nouveau projet. « *La première année, on avait peur de prendre le téléphone* », se souvient Pauline en souriant.

Dans le groupe, les quatre années qui séparent les plus jeunes des plus âgés sont un catalyseur et un facteur d'émulation. « *Nous sommes fiers d'être en compagnie des grands* », avance

Pauline. Mais pour Léa, « *si l'on prend plus de responsabilités en tant qu'ainé, nous ne tenons pas forcément un rôle plus important.* »

Une bénéfique responsabilisation

À Oloron, au centre social Là-Haüt, les jeunes éditent un fanzine², L'Inkult. Lancée en 2012, cette publication réalisée par et pour des jeunes de 15 à 25 ans compte aujourd'hui une demi-douzaine de numéros. Ce projet illustre la philosophie du centre social qui est de donner aux jeunes les clés de leurs envies. « *La responsabilisation est bénéfique pour tous* », rappelle le directeur du centre, Jean-Philippe Berthomé. « *Nous sommes simplement là pour favoriser les initiatives et pour que les jeunes puissent se saisir de leurs projets. Le plus difficile pour nous est de repérer les espaces où ces initiatives sont possibles* », analyse-t-il.

Impliqués et volontaires, les jeunes et leurs animateurs se perdaient souvent jusqu'ici dans le labyrinthe des institutions susceptibles de soutenir leurs projets. Une petite révolution vient d'avoir lieu dans ce domaine, à l'initiative du Conseil général. Désormais, leurs demandes de subvention auprès des financeurs institutionnels se font au travers d'une procédure électronique unique et simplifiée. Un seul dossier est déposé en ligne. Il est traité par un interlocuteur unique.

UN GUICHET UNIQUE POUR VOS PROJETS

Avant, le parcours relevait de l'opération commando. Pour espérer obtenir une aide, il fallait présenter son dossier à une pléiade de structures. Les choses sont désormais plus simples. Avec le dispositif Projets Jeunes 64, les 11-25 ans du département qui cherchent des soutiens pour leur projet peuvent saisir leur demande en ligne. Un seul enregistrement suffit pour que le dossier soit étudié par toutes les structures institutionnelles susceptibles d'apporter leur aide : la région Aquitaine, les caisses d'allocations familiales, la Mutualité sociale agricole, l'université de Pau et des pays de l'Adour, le Crous et le Conseil général.

www.cg64.fr > éducation > jeunesse > aider les initiatives jeunes

Et passe devant un jury, lui aussi unique, comprenant des représentants de tous les financeurs potentiels signataires de la Charte d'engagement en faveur des jeunes des Pyrénées-Atlantiques (lire par ailleurs). Cette simplification va adoucir le goût souvent amer de la dose administrative qu'il faut souvent avaler pour trouver des soutiens aux projets que l'on veut réaliser.

« *Désormais, on va demander une somme globale pour un projet, sans avoir à multiplier les dossiers. Et la réponse sera unique et directe. Ce sont surtout les jeunes qui en tireront profit car nous les impliquons au maximum dans la partie administrative* », rappelle Roger Floissac, chef du service animations de l'Espace-jeunes de Morlaàs. « *Pour les jeunes, la mise en ligne du dossier est aussi la garantie qu'il sera vu et consulté* », avance-t-il.

« *Tout ce qui contribue à la simplification, j'approuve, surtout si c'est accessible aux jeunes* », se réjouit pour sa part Jean-Philippe Berthomé au centre social Là-Haüt. « *Mais la simplification des recherches de financement n'empêche pas de se creuser la tête parce que la construction d'un projet reste une construction de projet. Rien n'est acquis et tout se gagne.* » ■

1- L'ISA BTP d'Anglet est rattaché à l'université de Pau et des pays de l'Adour.

2 - Fanzine: terme issu de la contraction de magazine et de fan. Publication de caractère artisanal.

**NOUS SOMMES
LÀ POUR AIDER LES
JEUNES À SAVOIR CE
QUI EST DE L'ORDRE
DU RÉALISABLE.**

Quelles actions pour la jeunesse ?

ENCOURAGER ET VALORISER L'ENGAGEMENT CITOYEN

Le Conseil général encourage et valorise l'engagement citoyen des 11-25 ans. Le Kit Autonomie propose ainsi un soutien financier au permis de conduire et au Bafa. Cette aide est réservée aux jeunes en service civique, service volontaire ou engagés comme pompiers volontaires. Elle est également valable



pour ceux qui ont effectué des missions bénévoles d'animation (hors stages pratiques du Bafa). Projets Jeunes 64, le système expérimental de dépôt unique de dossier (lire par ailleurs), est l'autre pièce centrale des politiques d'encouragement à l'action citoyenne. Enfin, on

citera également l'organisation d'événements publics et festifs mettant en avant les initiatives des jeunes du département, comme ce fut le cas à Nay en mai 2014.



GARANTIR L'ÉQUITÉ DES TERRITOIRES

Que l'on habite dans les territoires ruraux du département ou dans une grande agglomération, on est en droit d'accéder aux mêmes services. Question santé, les jeunes en situation de fragilité bénéficient d'un accompagnement qui leur assure une première affiliation et un accès aux soins. La CPAM, la MSA et les missions locales en sont les acteurs. Dans le cadre de ses contrats de territoires, le Conseil général cofinance avec les communes les structures d'accueil des jeunes

(centres de loisirs, MJC, etc.). En matière de déplacements, le réseau Transports 64 offre des trajets à 2 euros pour bouger dans tout le département. Enfin, pour encourager la découverte d'autres territoires, le Conseil général attribue des aides à la mobilité internationale des étudiants.

CONTRIBUER À UNE ÉDUCATION INNOVANTE

Tout commence par l'éducation. Le Conseil général a mis en place un partenariat avec l'Inspection académique pour la période 2014-2016. Depuis la dernière rentrée, les collégiens peuvent ainsi accéder à une trentaine de dispositifs dans le cadre de ce projet éducatif départemental. Education artistique, découverte du patrimoine, sensibilisation à la citoyenneté ou encouragement à une alimentation saine et locale sont notamment proposés. De même, le Conseil général a signé une convention avec quatre associations qui sont têtes de réseau de l'éducation populaire afin de développer des actions transversales en matière de culture, d'environnement ou de petite enfance. Il s'agit des Francas, de la ligue de

l'Enseignement, des Pep 64 et de Léo-Lagrange Sud-Ouest.



RENDRE L'INFO ACCESSIBLE À TOUS

Comment connaître les dispositifs auxquels on a droit ? Où se renseigner quand on veut monter un projet ? À qui parler lorsqu'on rencontre un problème de santé ? Une grande partie de l'information qui intéresse directement les jeunes se trouve dans les points d'information jeunesse (Pij). Le Conseil général, en lien avec la direction départementale de la cohésion sociale et les intercommunalités concernées, soutient financièrement les points d'information jeunesse à statut associatif dans les territoires ruraux.

INDUSTRIE : DES MÉTIERS POUR DEMAIN

Les Pyrénées-Atlantiques sont le berceau de grandes entreprises industrielles, au rang desquelles se trouvent Turbomeca, Dassault Aviation, Total, Arkema, Toray ou Euralis, pour n'en citer que quelques-unes. Autour d'elles gravitent d'importants réseaux de sous-traitants. Ces filières de l'aéronautique, de la chimie et de l'agroalimentaire manquent souvent de main-d'œuvre qualifiée pour soutenir leur développement. Jouant le rôle d'intermédiaire entre ces entreprises et les générations montantes, le Conseil général s'est engagé dans des actions de sensibilisation à ces métiers de l'industrie auprès des classes de 4^e et de 3^e. Interventions de professionnels dans les collèges, visites d'entreprises ou participation à des événements tels que les salons aéronautiques sont notamment proposées. Objectif : susciter des vocations et accompagner les collégiens vers les formations qui leur permettront demain de trouver un emploi, dans leur département.



François Amigorena, dirigeant d'IS Decisions : l'entreprise réalise plus de 90 % de son chiffre d'affaires à l'exportation.



ENTREPRISES

IS Decisions : la sécurité informatique des grands

États, ministères et multinationales lui font confiance. L'entreprise installée à Bidart garantit leur sécurité informatique contre les attaques intérieures.

Un calme quasi religieux règne dans les bureaux d'IS Decisions. « C'est comme ça tous les jours », précise son dirigeant, François Amigorena. La jeune équipe, composée d'une vingtaine de personnes, ne donne pas dans l'effusion. Elle colle à l'image d'une entreprise qui s'est taillé un nom et une réputation dans le domaine très sérieux de la sécurité informatique. Parmi ses clients figurent des noms aussi prestigieux que l'US Air Force, Boeing et Airbus, les ministères de l'intérieur de l'Arabie Saoudite et du Koweït.

C'est ici, à Bidart, que sont nés les deux logiciels vedettes d'IS Decisions : UserLock et FileAudit. En 2004, le Département américain de la justice achète ses premières licences à la petite société basque. Celle-ci met alors un pied dans le cercle restreint des grandes institutions dont les besoins sécuritaires sont supérieurs à la norme. À partir de 2009, IS Décisions signe des contrats avec le FBI, des grandes banques internationales et de prestigieux campus universitaires.

Le cœur de métier de l'entreprise, la lutte contre les menaces internes, va soudainement connaître un écho planétaire en 2013 avec l'affaire Snow-

den. « Le fait qu'un homme puisse quitter la NSA en emportant des informations ultra-confidentielles a sauvagement secoué le monde de la sécurité. On sait aujourd'hui que les dégâts causés par une attaque intérieure ont des coûts de cinq à vingt fois supérieurs à ceux causés par une nuisance externe. Si la NSA avait utilisé UserLock, Snowden aurait eu énormément plus de mal », explique François Amigorena.

Le logiciel développé par IS Decisions n'a toujours pas de concurrent direct en matière de protection d'accès aux réseaux. Extrêmement flexible, il peut, selon la volonté des clients, être adapté à

une surveillance légère ou extrêmement sévère. Outre un catalogue de fonctionnalités, UserLock est doté d'une arme secrète: le repérage de connexions simultanées à partir des mêmes identifiants et mots de passes.

L'autre sentinelle développée par IS Decisions porte le nom de File Audit. Le logiciel permet de surveiller toutes les manipulations effectuées par des utilisateurs sur des fichiers de données. Ajout, suppression, augmentation soudaine du transfert de données: le logiciel surveille, restreint, alerte et archive.

Une Silicon Valley des Landes au Pays basque

Argument de vente supplémentaire, IS Décisions développe des interfaces fluides et intuitives. Le marché mondial de la sécurité informatique, en forte croissance, bascule aujourd'hui vers des solutions dites « cloud ». Avec l'accompagnement financier du Conseil général, IS Décisions a lancé un programme d'investissement spécifique pour se positionner sur ce nouvel environnement technologique

En 2013, IS Decisions a ouvert un bureau à Shanghai. Compte tenu de la défiance des Chinois à l'égard des sociétés américaines, la PME tient là une belle carte à jouer. « C'est plus facile de proposer aux Chinois une solution de sécurité en tant que Français qu'en tant qu'Américain ou Japonais », relève le patron formé à l'école supérieure de commerce de Bordeaux. Aujourd'hui, son entreprise réalise plus de 90 % de son chiffre d'affaires à l'exportation.

Malgré les profils très spécifiques des personnels qu'il recrute, François Amigorena n'a pas de

difficulté à étoffer son équipe. « Il y a un effet d'attraction de la côte basque qui joue en notre faveur », se réjouit-il. Originaire de Biarritz, il nourrit un rêve de petite Californie française qui s'étendrait du sud des Landes au Pays basque. « L'arrivée d'un gros acteur, Microsoft, Google ou Oracle, créerait une formidable dynamique », imagine le dirigeant. Un rêve qui semble se rapprocher. La ville de Biarritz vient de signer une convention avec Orange afin de câbler tout son territoire en fibre optique à l'horizon 2020. À cette même échéance, le schéma départemental d'aménagement numérique mis en place par le Conseil général aura amené le très haut débit dans toutes les Pyrénées-Atlantiques, jusqu'aux zones les plus difficiles d'accès. Ces réseaux numériques sont « une infrastructure aussi importante qu'une bonne desserte ferroviaire ou aéroportuaire », rappelle François Amigorena. Les conditions sont posées pour qu'une Silicon Valley atlantique sorte de terre. ■

UN SOUTIEN À L'ÉCONOMIE LOCALE

Le département consacre annuellement quelque 21 millions d'euros au développement économique. Il apporte aux petites et moyennes entreprises des aides à l'immobilier et à l'innovation, pour un montant de 15 millions d'euros, agriculture incluse. Il soutient par ailleurs les filières d'excellence que sont l'aéronautique, la chimie, les géosciences et l'agroalimentaire. Il participe à leur structuration.



INNOVATION

Hélioparc franchit un nouveau cap

Créée en 1987, la technopole Hélioparc est un lieu dédié à l'innovation, à la recherche et à l'entrepreneuriat. Elle abrite 125 entreprises et un total de 1100 emplois. Installée dans les immeubles hérités d'Elf Aquitaine, au cœur de l'ancien centre de recherche du groupe pétrolier, elle a d'abord accueilli les entreprises naissantes ou en développement, ainsi que des laboratoires. Après douze ans d'activité, il a fallu envisager son extension, et sa surface a été doublée. Quatre nouveaux immeubles ont alors vu le jour.

Aujourd'hui, Hélioparc poursuit son développement avec la livraison d'un nouvel immeuble. Baptisé Newton, celui-ci marque une nouvelle étape. Un deuxième site est créé, proche du premier, au milieu d'un ensemble regroupant les grandes écoles d'ingénieurs et de commerce et le campus universitaire. La technopole, victime de son succès – son taux d'occupation avoisine les 100 % – pourra mieux remplir sa mission auprès des créateurs d'entreprises.

L'immeuble Newton doit être livré en ce début d'année. Il représente 2 400 m² de bureaux établis sur quatre niveaux, équipés des dernières technologies. La société d'économie mixte (SEM) Hélioparc, maître d'ouvrage, a bénéficié de subventions du département, de la région Aquitaine et de la communauté d'agglomération de Pau. En supplément, le Conseil général a assuré l'achat du terrain, les travaux de voirie et de terrassement. On sait déjà que quatre entreprises vont s'y installer: Cap Gemini, Euro Engineering, Interactive Network Technologie et Hélioprojet.

L'architecture du bâtiment, particulièrement innovante, donne le signal d'un nouveau départ, celui d'un quartier remodelé, véritable concentration de matière grise au service du développement économique.



IS Decisions recrute une force de travail jeune et internationale, séduite par la côte basque



TRANSPORTS 64

« MOINS FATIGANT ET PLUS ÉCONOMIQUE »

Étudiants, salariés ou retraités, ils sont usagers de la ligne d'autocar 811 qui relie chaque jour Tardets à Bayonne pour 2 euros. Rencontres à bord.

Il est 5 h 55 et la Soule est encore plongée dans la nuit de novembre. Clarisse Marest prend le volant du car de la ligne 811 qui relie Tardets à Bayonne, trois fois par jour. Les premiers passagers se présentent. Qu'ils soient retraités, scolaires, étudiants ou actifs, ils ne payent que 2 euros pour ce voyage, comme sur toutes les lignes du réseau Transports 64

interurbains. Cette politique tarifaire a considérablement augmenté la fréquentation de la ligne. « On a vraiment senti que quelque chose prenait l'été dernier », confirme la conductrice. Il est 6 h 15 quand le véhicule s'arrête à la gare de Mauléon. Orphée Roger monte à bord. Dans moins de deux heures, elle sera à Bayonne. Elle est en première année au centre de formation

des apprentis (CFA) de l'agglomération Côte basque-Adour. L'offre de transport a motivé le choix de la jeune fille de suivre sa formation sur le littoral. « Le car, c'est bien moins fatigant et plus économique qu'un trajet en voiture », explique-t-elle.

Quelques sièges plus loin, Bernard et Mireille Herbelin veulent changer leurs habitudes. « Nous

Orphée Roger, jeune habitante de Soule, suit une formation d'apprentie dans l'agglomération bayonnaise. Une option rendue possible par le réseau Transports 64.



Etudiants, retraités et actifs empruntent la ligne 811 : un trajet de 90 km entre Tardets et Bayonne.

avons toujours pris la voiture, mais nous allons essayer cette ligne pour nous rendre à Bayonne, deux à trois fois par mois », explique le couple de retraités habitant Béhasque.

Les ados à la plage

À bord des véhicules de la ligne 811, on trouve aussi fréquemment des voyageurs qui se rendent à l'hôpital de Bayonne pour des soins en chirurgie ambulatoire. « *Ces personnes n'ont pas à solliciter un proche pour se faire accompagner. À leur descente à Bayonne, elles n'ont qu'à traverser la rue et un bus du réseau Chronoplus de l'agglomération les emmène à l'hôpital, en six minutes seulement* », détaille Clarisse Marest. Les kilomètres défilent et les travailleurs grossissent maintenant les rangs. Employé au Crédit Mutuel, au centre-ville de Bayonne, Dominique Etchart a connu le service de transport départemental grâce à une publicité dans sa boîte aux lettres. Il monte à bord à Saint-Palais où il s'est rendu en voiture, depuis son domicile. Une 1 heure et 10 minutes s'écoulent ensuite jusqu'au centre de Bayonne.



Pour lui, pas besoin de longs calculs. Le voyage en car est bien plus économique qu'un trajet en voiture.

Le bouche-à-oreille entre usagers semble bien fonctionner. L'été dernier, en quelques posts, les jeunes se sont échangés « *le bon plan* » sur les réseaux sociaux. « *Nous sommes passés à des bus de 60 places au lieu des 46 habituelles. Les « ados » allaient à la plage pour 2 euros et revenaient le soir chez eux* », témoigne Clarisse Marest.

Transports combinés

Une annonce radio a suffi à convaincre Pascal Garmy, employé chez Turbomeca et habitant Bidache : « *Avec l'abonnement combiné Chronoplus-Transports 64, je suis à 8 h 30 sur mon lieu de travail. J'espère maintenant qu'il s'agit d'une solution pérenne* », dit-il. Puis il remet ses écouteurs pour passer en musique les 40 minutes que va durer son voyage.

En cette matinée, Michel Vovard est l'un des derniers passagers à embarquer. Ce résident de Bardos travaille à la communauté d'agglomération Côte basque Adour. Il prend la ligne tous les jours et n'envisage pas de faire marche arrière. « *Pour que cette solution de transport fonctionne, elle doit remplir trois critères : le confort, la régularité et la facilité de paiement. Le premier est rempli, le second peut être amélioré, le troisième pêche encore. Il faudrait un système permettant d'imprimer un titre de transport depuis chez soi* », suggère-t-il.

Il est maintenant 7 h 50 et l'autocar de la ligne 811 s'arrête devant la gare de Bayonne. Terminus. Les voyageurs descendent. À près de 100 km de Tardets et pour 2 euros, chacun est maintenant à quelques minutes de sa destination finale. ■

La carte du collectif

Transports 64, ce n'est pas que les lignes interurbaines à 2 euros. C'est aussi des modes de déplacement alternatifs, économiques et plus respectueux de l'environnement : transport scolaire, transport à la demande, voies vertes et circulations douces pour les vélos, Skibus 64, covoiturage. Tous les détails sur www.transports64.fr



Des arrêts visibles

Le département finance le transport de 30 000 élèves vers leurs établissements scolaires. Il délègue ce service public à des transporteurs privés. Afin de faciliter la reconnaissance des arrêts par les chauffeurs de ces compagnies, mais aussi par les familles et les jeunes usagers, la signalétique est renforcée. Cette opération de visibilité se poursuit en 2015. On compte environ 3 500 points de ramassage scolaire dans les Pyrénées-Atlantiques.

Euskadi Express : de Bayonne à Irun

Le réseau Transports 64 ne s'arrête plus aux frontières des Pyrénées-Atlantiques. Le week-end, des services supplémentaires sont rajoutés sur la ligne 816 qui relie Bayonne à Hendaye. Celle-ci dessert ainsi Irun, en Espagne. Elle porte le nom 816 Euskadi Express



... Christian Paille-Barrère, technicien de l'environnement

L'agent du Conseil général 64 a développé, dans les Hautes-Pyrénées, un procédé unique pour séparer les déchets ménagers enfouis dans les sédiments rocheux. Une prouesse technique.

Au volant du 4x4 qui file ce matin-là vers les Hautes-Pyrénées, Christian Paille-Barrère raconte sa nuit à la caserne de Pau. La soirée a été calme. Pas de feux, d'accidents de la route, de vies à sauver. « *J'ai pu dormir* », sourit-il. Agent du Conseil général le jour, il est aussi pompier volontaire la nuit. Il donne une dizaine de jours de disponibilité par mois au centre d'incendie et de secours (CIS) de Pau.

Rendus au milieu naturel

Aujourd'hui, il visite le chantier d'enlèvement de la décharge intercantonale de Beaucens. Les élus bigourdans ont fait appel à ses services pour éviter l'accident écologique. Il faut voir ça : sur un hectare, des déchets accumulés pendant 15 ans par une population de 10 000 habitants. Jusqu'à quatre mètres de profondeur, au bord du gave. Lors des intempéries de juin 2013, la furie des eaux a mis à nu des tonnes de plastiques, de ferrailles, graviers et sédiments. Le tout agrégé dans un inextricable pudding qui menace d'être emporté par la rivière et de la polluer jusqu'à l'océan. Sans solution ? « *En 2012, nous avons mené des essais concluants en Béarn avec un scalpeur-cribleur* », raconte le technicien de l'environnement, rattaché au pôle déchets du



BIO EXPRESS

1969. Naissance à Pau.

1987. Guide saisonnier à Manhattan.

1991. Diplôme universitaire de technologie (DUT), option Hygiène et sécurité, à Bordeaux.

1992. École supérieure de commerce à l'Ifsac de Pau.

1993. Devient pompier volontaire au CIS de Pau.

1994. Technicien au service de l'eau des Laboratoires départementaux, à Lagor.

2000. Intègre le pôle espaces naturels sensibles et déchets de la direction de l'environnement du Conseil général.

Conseil général. L'engin se compose d'un râteau mécanique qui effectue un premier tri des matériaux selon leur taille. Ensuite, un crible aéroulque procédera à une séparation en fonction du poids des déchets. Le technicien a ainsi conçu tout une chaîne qui permet d'affiner la séparation des corps : soufflerie pour les plastiques, aimantation pour les métaux. « *Le procédé est d'abord basé sur la granulométrie qui permet ensuite de travailler sur la densité. On allège et on optimise jusqu'à obtenir un produit ultime le plus léger possible afin de réduire ensuite les coûts d'enfouissement* », résume Christian Paille-Barrère dans le vacarme des machines. D'un côté, les galets et cailloux, après une finition du tri à la main, sont rendus au milieu naturel. Ils servent à réaménager le lit du gave qui a été détourné pour les travaux. De l'autre, les éléments polluants sont envoyés dans des centres de traitement en fonction de leur nature : liquides, bois, métaux, matériel médical... On estime à environ 60 000 m³ le volume total de déchets traités à Beaucens. Autant dire une montagne passée au peigne fin. La méthode fait ses preuves et ne demande plus qu'à s'exporter. « *Dans ce domaine, le service public est aujourd'hui en avance sur les entreprises privées. Nous voulons initier une nouvelle culture de réaménagement des décharges sauvages* », projette Christian Paille-Barrère. Les sites à réhabiliter, malheureusement, ne manquent pas. ■



UNE COOPÉRATION INTER-DÉPARTEMENTALE

Le chantier de réaménagement de l'ancienne décharge intercantonale de Beaucens est un bel exemple de coopération entre les départements des Hautes-Pyrénées et des Pyrénées-Atlantiques. Le Sirtom d'Argelès, gestionnaire du site, en assure la maîtrise d'ouvrage. Pour cette dernière, il a sollicité l'expertise technique de Christian Paille-Barrère, aux côtés du bureau d'études géotechniques Fondasol. L'entreprise de Mourenx Loca 64 fournit les machines et les moyens humains nécessaires au tri mécanique des déchets. Débuté en septembre, le chantier, d'un montant de 2 millions d'euros environ, devait se terminer en décembre.



DES DÉCHARGES DANS LE VISEUR

Elles sont inscrites à l'encre rouge dans l'agenda du pôle déchets du Conseil général. Une poignée de décharges sauvages sera traitée prioritairement dans les mois à venir. Chacune présente des caractéristiques particulières. « *Nous allons devoir écrire un cahier des charges spécifique en fonction des matériaux à traiter* », explique Christian Paille-Barrère. Tous ces sites sont situés en bordure d'un cours d'eau et présentent des risques d'emportement.



TOUT COMMENCE À LA MAISON

Le Conseil général assure l'élaboration du plan départemental de prévention et de gestion des déchets non-dangereux, issus des ménages et du BTP. Il oriente et coordonne l'ensemble des actions menées par les pouvoirs publics, les collectivités et les organismes privés. Vingt-sept collectivités en charge de la collecte des déchets ménagers sont aujourd'hui liées par contrat avec le département. L'un des objectifs principaux est de réduire le volume de déchets en favorisant le recyclage. Près de 250 000 tonnes d'ordures ménagères, soit près de 400 kg par habitant, sont produites chaque année dans les Pyrénées-Atlantiques. D'où l'importance du tri sélectif à la source, c'est-à-dire au domicile de chacun.



Jeunes rugbymen de Saint-Jean-de-Luz. Le Conseil général aide les clubs à former leurs éducateurs.

SPORT

BALLE AUX JEUNES

Le département apporte son soutien technique et financier aux clubs qui ont fait de la formation leur priorité. Un placement sur l'avenir.

Le sport fait toujours courir. En 2012, le ministère des Sports comptabilisait 15,5 millions de licenciés en France, dont plus de 170 000 dans le département des Pyrénées-Atlantiques. Afin d'accueillir des jeunes toujours plus nombreux, le Conseil général apporte une aide financière et technique aux clubs sportifs formateurs du territoire. « *Et le club formateur par excellence, tous sports confondus en Aquitaine,*

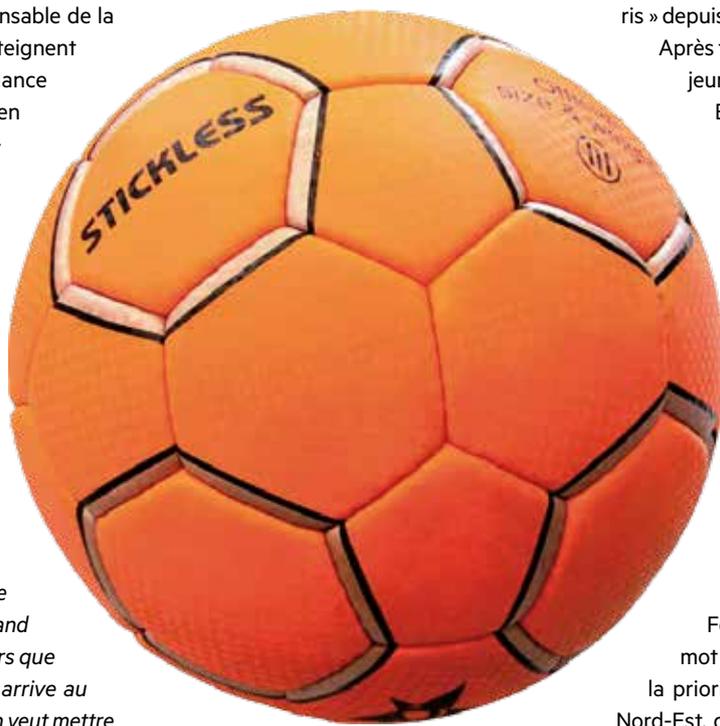
c'est Pau Nord-Est », n'hésite pas à dire Frédéric Fauthoux. Le basketteur, septuple champion de France avec l'Elan Béarnais, est aujourd'hui entraîneur bénévole au sein du club, en charge des jeunes et de l'équipe senior masculine qui évolue en Nationale 2 (4^e échelon national). « *On compte environ 27 équipes et 450 licenciés, poursuit l'ancien meneur de jeu. Il faut les voir, tous ces gamins, à l'école de basket du mercredi. C'est génial.* » Fleuron de la formation, le club

palais a vu éclore les internationaux français Florent et Mickaël Piétrus, ce dernier étant parti vivre le rêve américain de la NBA, sans oublier une demi-douzaine de joueurs qui évoluent aujourd'hui dans l'élite nationale.

Des entraîneurs diplômés

Si tout le monde n'en est pas encore à produire des sportifs de haut niveau, la formation est

cependant devenue la clé indispensable de la survie pour les structures qui n'atteignent pas le poids de forme sur la balance des finances. Promu cette année en Fédérale 1, les rugbymen de Saint-Jean-de-Luz bataillent pour se maintenir au plus haut niveau amateur, encouragés à domicile par 1000 à 2000 spectateurs. Les Basques peuvent pourtant s'enorgueillir d'aligner en équipe fanion « 60 à 70 % de joueurs formés au club », précise le président Francis Larroucau. Fort d'environ 350 licenciés et structuré de l'école de rugby jusqu'aux seniors, Saint-Jean-de-Luz rayonne sur tout le territoire de la Nivelle. « Mais c'est de plus en plus compliqué d'exister quand on a 800 000 euros de budget alors que la moyenne est de 1,7 million. On arrive au bout d'un système et aujourd'hui, on veut mettre l'accent sur la formation, construire un « made in » Saint-Jean-de-Luz », explique le président du club, Francis Larroucau. Le dirigeant encourage donc ses entraîneurs à passer leurs diplômes, avec l'aide du Conseil général. L'objectif est que les éducateurs encadrent les jeunes du mieux possible. « C'est là le plus important », résume Francis Larroucau. Pau-Nousty l'a bien compris. Champion de France de Nationale 1 (3e division) la saison dernière, le club de handball attire près de 400 licenciés. Preuve de son rayonnement, ses joueurs sont issus de 30 communes. Pour assurer l'encadrement



de ces troupes, les jeunes entraîneurs sont formés au sein du comité départemental. Le club reçoit dans ce cadre une aide du Conseil général. Aujourd'hui, Pau-Nousty s'appuie déjà sur une dizaine d'entraîneurs diplômés. Pour chapeauter la formation, un emploi a été créé. Il est occupé par Lionel Darrieurtort, ex-joueur de l'équipe première titrée l'an dernier. L'ailier a donc rangé ses baskets. « Je veux donner en retour de ce qu'on m'a apporté, transmettre un savoir-faire et l'envie de défendre nos couleurs », explique celui qui porte les couleurs des « cana-

ris » depuis qu'il est entré à l'école de handball. Après trois années passées à entraîner des jeunes de 9 à 15 ans, il suit aujourd'hui à Bordeaux une formation de deux ans, en vue d'obtenir le diplôme d'État de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sport (Dejeps). À Nousty, « je mets mon nez un peu partout », résume-t-il en souriant. Il intervient à la demande des entraîneurs. L'objectif visé est d'adapter au mieux les séances en fonction des catégories. « Le club continue de se structurer et de s'approcher du professionnalisme tout en conservant les valeurs de l'association », se réjouit Lionel Darrieurtort.

Former les formateurs est devenu le mot d'ordre de ces clubs qui donnent la priorité aux jeunes générations. À Pau Nord-Est, depuis cette saison, c'est même en interne que les éducateurs peuvent enrichir leurs savoir-faire. « On leur donne des compétences, mais pas de diplôme », précise Frédéric Fauthoux. Pour l'ancien basketteur, les clubs sont devenus bien plus que de simples structures de loisirs. « Une association sportive, aujourd'hui, c'est beaucoup plus que faire du sport », analyse-t-il. « Les mentalités ont changé, les parents et enfants sont plus exigeants, les gamins font moins de sport à l'école, donc on doit les accompagner différemment. Pour une ville ou un département, nous sommes devenus un véritable support à l'éducation. » ■



Frédéric Fauthoux lors d'un entraînement avec les jeunes basketteurs de Pau Nord-Est.

Le département fait équipe avec les jeunes

Aides financières aux sections sportives, invitations fournies aux collégiens pour assister aux rencontres de haut niveau, soutien appuyé au sport scolaire... : le département s'engage aux quatre coins des terrains pour favoriser l'accès des jeunes aux pratiques sportives. Il participe également à l'achat de matériel spécifique pour les personnes en situation de handicap. Enfin, avec le Prytanée sportif du centre Nelson-Paillou, à Pau, les espoirs bénéficient, dans le cadre de leur cursus scolaire, d'un environnement approprié à la réussite d'une carrière sportive de haut niveau.

A l'espace Jéliote, un artiste et sa marionnette.
Les arts de la marionnette peuvent prendre
différentes formes : théâtre d'objets,
manipulations, images, vidéos...

SPECTACLE VIVANT

LES FILS DE LA CRÉATIVITÉ

Oloron abrite la seule scène conventionnée pour les arts de la marionnette en Aquitaine. Cet espace d'inventivité irradie tout un territoire. Le public, lui, est converti.

Oubliez Guignol. Les marionnettes ne sont plus ce que vous croyez. Pensez vidéo, magie nouvelle, ombres projetées, objets manipulés, arts plastiques, littérature contemporaine. Pensez aussi adulte. Ce n'est pas que pour les enfants. « *Les arts de la marionnette sont plutôt bien représentés auprès du jeune public mais c'est une discipline que l'on connaît mal et qui n'est pas très reconnue* », regrette Jackie Challa. Depuis une quinzaine d'années, la directrice du service du spectacle

vivant de la Communauté de communes du piémont oloronais (CCPO) défend bec et ongles cette discipline. « *Les marionnettistes sont des artistes très créatifs. Il serait dommage de ne pas montrer leur inventivité* », défend celle qui est à la tête de la seule scène conventionnée pour les arts de la marionnette en Aquitaine. Obtenu en 2010, ce label attribué par le ministère de la Culture implique des missions, dont celle de l'aide à la création. La salle Jéliote d'Oloron accueille ainsi régulièrement des artistes en résidence. C'est notamment le cas de la compagnie

Succursale 101, dirigée par Angélique Friant. Après avoir coproduit Couac, son spectacle pour les jeunes enfants dès l'âge de 2 ans, le service du spectacle vivant de la CCPO l'accueillait de nouveau en résidence en fin d'année dernière. Et le Gretel qui devait ainsi sortir des entrailles de Jéliote sera programmé à Oloron durant la saison 2015-2016.

Si les arts de la marionnette constituent une entrée idéale dans le spectacle vivant pour le jeune public, à l'autre bout du spectre, les adultes trouvent également satisfaction. En témoignage

notamment le cabaret érotique proposé en 2013 ou encore le spectacle extrêmement sensuel de la compagnie Non Nova joué en fin d'année dernière.

14 ans d'action culturelle

Cette diversité des propositions a permis aux marionnettes d'attirer à elles un public. « Comme les autres formes d'art, elles sont rentrées dans les habitudes des spectateurs. Il suffit par exemple de voir le succès que rencontre la compagnie Royal de Luxe avec ses énormes machines et ses géants », sourit Jackie Challa. À l'espace Jéliote d'Oloron, les jours de représentation, la salle est pleine, soit en moyenne entre 200 et 400 personnes, la capacité d'accueil étant ajustée afin de garantir un confort visuel maximal à chaque spectateur.

Au-delà de la réelle attraction suscitée par les créations programmées, c'est aussi tout le travail de terrain entamé par le service du spectacle vivant de la CCPO qui porte désormais ses fruits. « Nous tissons les liens de notre action culturelle depuis 14

ans », rappelle Jackie Challa. Tout le territoire de la communauté de communes est concerné. « Ce projet est partagé par les institutions partenaires, ce qui lui donne une vraie cohérence. Ici, les élus comme les acteurs de l'État se sont vraiment donnés les moyens de la réussite », se félicite-t-elle. La médiation culturelle mise en place bénéficie à tous les enfants du territoire, de la crèche au lycée. Jusqu'en classe de sixième, chaque élève voit trois spectacles par an, tandis que lycéens et collégiens sont conviés une fois par an à une représentation. Il faut ajouter à ces sorties toutes les actions menées de façon directe auprès des publics scolaires, en partenariat avec leurs professeurs. On citera pour très bel exemple le projet mené par la compagnie de la Ménagerie avec des élèves du lycée agricole de Soeix qui ont travaillé sur Boléro paprika, film d'animation du réalisateur Marc Ménéger. Ce travail leur a valu une reconnaissance nationale. Ils ont décroché la quatrième place du Prix de l'audace pour l'éducation artistique et culturelle.

www.culture.piemont-oloronais.fr ■



Dans le hall de l'espace Jéliote, en novembre dernier, une exposition sur le thème des marionnettes dans le film d'animation.

Cinq scènes labellisées par l'État dans le 64

Oloron est l'une des cinq scènes conventionnées du département avec Espaces pluriels (danse et théâtre, Pau), Ampli (musiques actuelles, Billère), la Scène nationale du Sud-Aquitain (pluridisciplinaire) et le Malandain Ballet Biarritz (centre chorégraphique national). La scène de la CCPO est liée par convention à la région Aquitaine, à la direction régionale des affaires culturelles (Drac) et au département des Pyrénées-Atlantiques. Elle dispose d'une équipe de sept personnes, dont trois techniciens. Il n'existe que sept scènes conventionnées pour les arts de la marionnette en France, sur une centaine toutes disciplines confondues.

BÉARNAIS, GASCON, OCCITAN GRAPHIE BÉARNAISE

Tous à l'espectacle!

Touts à l'espectacle! Qu'éy lou prouclam deu darrè plan deu departamantén enta « l'espectacle biu » descidat en nouvèmbre 2013 per lou Parlamén de Nabarre. « Que bòu hica en place las bounes coundicioûs ta que, héns tout lou departamén, tout lou moundé e pouèchquen ana ta l'espectacle. Que permèt d'empounda lous artistes de oéy, de ha counéché e de ha bàlè las loues obres e atau de garda bitèque l'actibitat artistic e lous mouyèns de l'espectacle héns lou departamén. » ce disin, en quàuques mots, lous deu Serbici de la culture deu Counsèl generau. Enta ha aquèth plan, lous actous de la culture deu departamén que soun estats consultats au daban.

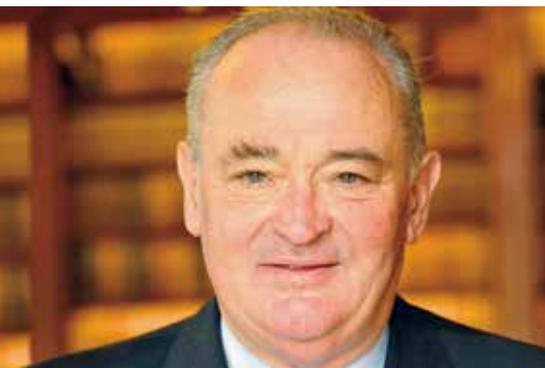
Que hiquèn en place ayudes ta crea, ta ha counéché oun qu'estoûsse, ta ha praba e ta ha bàlè ço de nau héns l'aròu artistic. Aquères subbencioûs que soun dades suban coumbienguts hèyts ta tourna segure la bite de touts lous qui tribalhen héns « l'espectacle biu » e que permèt de ha dura aquèths ahas.



Trénte coupagnies e bint e nau ourganismes de difusioû qu'an sinnat lou coumbiengut. Û trentenat de hesteyades que soun tabé sustiengudes. Lou departamén que hè tout ço qui cau ta ha counéché touts lous actous de la bite artistic, en prouclaman « Lou departamén qu'ayme la culture e lous qui la hè ». »

Tous au spectacle!

Tous au spectacle! C'est le mot d'ordre du schéma départemental du spectacle vivant. « Il vise à créer les conditions favorables pour que l'ensemble du territoire départemental et de sa population puissent bénéficier d'un accès au spectacle. » Il prévoit des aides à la création, à la diffusion, à la mobilité et à l'innovation.



► Groupe Forces 64 La jeunesse, un enjeu abandonné

Actuellement, plus d'un quart de la population de notre département a moins de 25 ans. Le Conseil général, grâce à sa politique en faveur des collégiés ou de la jeunesse, a toujours été un partenaire privilégié de la vie des jeunes Basques et Béarnais.

Convaincus du rôle déterminant qu'auront nos jeunes dans l'avenir de notre département, les élus du groupe Forces 64 regrettent qu'ils ne soient plus une priorité de l'exécutif actuel du Conseil général.

Pourtant, après les annonces grandiloquentes des Assises de la jeunesse, en septembre 2012, que l'ambition affichée était belle: la construction d'une politique jeunesse départementale concernant le public des 11-25 ans. Nous constatons hélas que la montagne a encore accouché d'une souris.

Deux ans plus tard, nous déplorons que la politique du Conseil général en leur faveur se limite à du saupoudrage et des effets de communication.

Alors que près de 8 000 permis de conduire sont délivrés par an dans les Pyrénées-Atlantiques, l'Institution départementale n'a accompagné, en un an et demi, qu'une soixantaine de jeunes dans le financement de ce sésame vers la mobilité et donc vers l'emploi.

Il est du devoir du Conseil général d'aider nos jeunes face aux nombreuses difficultés actuelles.

Il doit, plus que jamais, être le partenaire des plus jeunes en accompagnant une politique audacieuse dans les collèges.

Il doit devenir un facilitateur d'accès à l'emploi après la scolarité.

Notre institution départementale doit rester le premier partenaire de la jeunesse basque et béarnaise.

Forces 64

André Arribes, Bernard Auroy, Vincent Bru, Jean-Louis Caset, Bernard Dupont, Jean-Marc Grussaute, Beñat Inchauspé, Jean Lassalle, Jean-Jacques Lasserre, Jean-Pierre Mirande, Jacques Pédehontaà, Charles Pélanne, Josy Poueyto, Denise Saint-Pé, Juliette Séguéla.

► Groupe UMP Un Conseil général « riquiqui »

La dernière session du Conseil général relative aux décisions budgétaires modificatives concernait pour l'essentiel des inscriptions relatives au champ de la solidarité départementale et aux intempéries qu'a connues notre département cette année.

Voilà qui confirme que malgré les discours de circonstance que nous avons entendu à Pau lors du congrès national de l'Assemblée des départements de France,

Que malgré les félicitations de mise sur la confirmation des départements dans leurs rôles, dans leurs singularités qui est la cohésion sociale et territoriale mais aussi le développement local,

Voilà qui confirme que malgré « le chemin parcouru » par le gouvernement sur l'avenir des départements tout se passe comme si l'exécutif départemental avait déjà anticipé les compétences que souhaite assigner demain le Premier ministre, dans le cadre de la réorganisation des collectivités autour des régions et des intercommunalités.

Certes, le rôle du Conseil général dans le domaine du social est sanctuarisé, mais alors que le débat sur ses compétences et ses moyens va s'engager au parlement le mois prochain, c'est un Conseil général bien « riquiqui » qui est préfiguré avec cette décision modificative.

C'est donc pour les élus du groupe UMP un bien mauvais signal.

Un mauvais signal donné à l'Etat, donné aux parlementaires qui vont plancher dessus, donné aux communes et aux intercommunalités et donné à nos administrés qui subissent depuis plusieurs mois le désengagement du Conseil général dans les structures petite enfance, dans le maintien de la qualité des eaux de baignade et dans un certain nombre de règlements d'intervention où les aides et les critères ont été réduits.

Max Brisson et les élus du groupe UMP et apparentés



► Groupe des élus de gauche Pour une ruralité vivante

Nos Pyrénées-Atlantiques regroupent des territoires très urbains, de montagne ou hyper ruraux. Cette diversité est un véritable atout. Alors que d'autres abandonnent la ruralité, alors que certaines régions se dépeuplent, nous travaillons, avec succès, à faire de nos campagnes des territoires d'avenir et d'innovation, d'accueil et de développement.

La majorité du Conseil général a engagé des actions en ce sens:

- En créant un ticket unique de bus à 2 €, des transports scolaires gratuits, le transport à la demande et le développement du covoiturage.
- En mettant en œuvre des contrats de territoire, qui ne laissent de côté aucune commune ni intercommunalité rurale.
- En agissant en faveur du développement durable et de la biodiversité.
- En soutenant des projets culturels, patrimoniaux, sportifs, en promouvant nos langues régionales.
- En soutenant l'agriculture et l'élevage, faisant des Pyrénées-Atlantiques le premier département en matière d'installation de jeunes agriculteurs.
- En investissant dans nos stations d'altitude, qui génèrent chaque année 55 millions d'euros de retombées économiques dans les vallées du Haut-Béarn.
- En développant le numérique et le très haut débit.
- En soutenant les maisons de santé pour lutter contre la désertification médicale.
- En implantant sept maisons du département qui donnent accès, près de chez soi, à tous les services départementaux.

Ces actions permettent à chacun, quels que soient son âge, sa situation et son lieu de résidence, de bien vivre dans les Pyrénées-Atlantiques. C'est la condition d'une ruralité vivante et dynamique. C'est la mission que nous nous sommes fixée.

Margot Triep-Capdeville et le groupe de la gauche

skibus64

**1 MAX
2 SKI**

1 A/R Pau-Gourette

+
1 forfait journée
vendu à bord
ou sur internet

30€*

1 A/R Oloron
La Pierre St Martin

+
1 forfait journée
vendu à bord

28€*

1 A/R Pau-Artouste

+
1 forfait journée
vendu à bord

22€*

Gagnez du temps !

Achetez votre pack
(transport + forfait)

- directement
dans le SKIBUS64
- et aussi pour Gourette :
en ligne, jusqu'à 22h
la veille du départ



un service
transports64
interurbains

en partenariat avec les stations de ski des Pyrénées-Atlantiques



www.transports64.fr

Le Département avance !

* Tarif réservé aux moins de 26 ans



LA PIERRE
PYRENEES ATLANTIQUES
ST-MARTIN

SKI AVEC VUE



noelrepublicque.com 2014 © J.-M. Decourte, CG 64, Studio Zé

Membre de la chaîne
NIPY

REDÉCOUVREZ LA PIERRE SAINT-MARTIN !

Venez skier dans un cadre enchanteur au milieu d'une nature préservée. Profitez de pistes bordées de sapins verdoyants avec une vue imprenable sur la vallée et même jusqu'à l'océan par temps dégagé ! Cette année, La Pierre Saint-Martin vous offre une plus grande surface skiable ainsi que deux nouveaux télésièges ultra-performants, pour toujours plus de confort.

www.cg64.fr

